Les enjeux géopolitiques du Caucase : décryptage de la rivalité entre la Turquie, la Russie et l’Iran

21 mai 2024

Niché entre les mers Noire et Caspienne, le Caucase est une région qui, par sa complexité géopolitique, continue de captiver l’attention mondiale. Ce territoire, où se côtoient des cultures diverses et des intérêts stratégiques majeurs, est depuis longtemps le théâtre d’une lutte d’influence entre trois puissances régionales : la Turquie, la Russie, et l’Iran. Chacune de ces nations, armée de son héritage historique et de ses ambitions contemporaines, joue un rôle clé dans le façonnement de la dynamique régionale, où les rivalités du passé se mêlent aux enjeux politiques, économiques, et sécuritaires actuels.

La position géographique du Caucase, à la croisée des chemins entre l’Europe et l’Asie, lui confère une importance stratégique démesurée. Cette région, riche en ressources naturelles, notamment en hydrocarbures, est cruciale pour la sécurité énergétique et les routes commerciales qui relient l’Est à l’Ouest. Au-delà des aspects économiques, le Caucase est aussi un espace où se cristallisent des enjeux de sécurité régionale et de projection de puissance, attirant l’intérêt soutenu de la Turquie, de la Russie, et de l’Iran, chacune cherchant à y étendre son influence, directement ou par l’intermédiaire d’États et d’acteurs locaux.

La rivalité entre ces acteurs crée un climat de tension et de compétition, mais aussi de coopération forcée, où les alliances peuvent être aussi fluides que les frontières géographiques et culturelles du Caucase.[1] Les répercussions de ces dynamiques sur la stabilité politique et économique de la région sont significatives. Elles suscitent des questions sur l'avenir du Caucase, sur la capacité des puissances locales et régionales à coexister pacifiquement, et sur le rôle que joueront les interventions internationales dans la résolution ou l'exacerbation des conflits existants.

Dans ce contexte, la rivalité entre la Turquie, la Russie, et l'Iran pour cette région ne se limite pas à une simple quête de suprématie ; elle est indicative des transformations géopolitiques globales, des défis de la multipolarité, et des opportunités pour la diplomatie et la coopération régionale.[2]

Le Caucase, une zone de friction historique

Le Caucase, écrin de diversité au cœur de l'Eurasie, se déploie comme une zone tampon stratégique entre trois puissances régionales historiques (la Russie, l'Iran, et la Turquie). Cette région, au relief tourmenté, est délimitée au nord par l'échine rectiligne du Grand Caucase, s'étirant de la mer Caspienne à la mer Noire, et au sud par le Petit Caucase, dont les montagnes escarpées témoignent d'une géographie complexe et fragmentée.[3] La topographie du Caucase, façonnée par des sommets vertigineux et des vallées profondes, a créé un environnement où se sont épanouies des cultures et des langues d'une richesse inouïe, faisant de cette région un véritable carrefour d'influences.

Historiquement, le Caucase s'est trouvé à l'intersection des ambitions impériales russe, perse et ottomane, chacune laissant une empreinte indélébile sur le tissu politique et culturel de la région. L'Empire russe, dans sa quête de passage vers le sud et l'accès aux mers chaudes, a progressivement intégré le Caucase du Nord (Ciscaucasie) dans son territoire, imposant l'orthodoxie chrétienne mais se heurtant à la résistance des peuples montagnards, majoritairement musulmans sunnites.[4] À l'inverse, l'influence perse s'est manifestée principalement dans le Caucase du Sud (Transcaucasie), notamment en Azerbaïdjan, où le chiisme

duodécimain révèle des liens spirituels et culturels profonds avec l'Iran.[5] Quant à l'Empire ottoman, son influence s'est exprimée à travers le soutien aux populations turcophones et musulmanes, ainsi que par des confrontations directes avec les Arméniens et les Géorgiens, peuples majoritairement chrétiens.[6]

Ces empires ont non seulement remodelé la carte politique du Caucase mais ont également contribué à sa mosaïque culturelle et linguistique, témoignant d'une histoire marquée par la cohabitation et les conflits.[7] La période soviétique a, à son tour, tenté de redessiner les frontières et les identités au sein de cette région, exacerbant des tensions qui perdurent jusqu'à aujourd'hui. Le Caucase demeure ainsi un espace où se rencontrent et s'affrontent des influences multiples, façonnant une région à la croisée des chemins géopolitiques et culturels.

La complexité du Caucase, héritée de siècles de dominations et d'influences croisées, se révèle dans la diversité de ses peuples et de ses langues, un legs des empires qui ont cherché à le conquérir. Cette région, riche en ressources et en histoires, continue de jouer un rôle central dans les dynamiques régionales contemporaines, attestant de sa place unique sur l'échiquier géopolitique mondial.

Au sein du vaste échiquier caucasien, l'empreinte soviétique, et plus spécifiquement celle de Joseph Staline, se distingue par une ingénierie sociale et territoriale audacieuse. Natif de Géorgie, Staline a joué un rôle prépondérant dans le redéploiement administratif et ethnique du Caucase, animé par une volonté de diluer les aspirations nationalistes au travers d'une stratégie de segmentation.[8] Ce redécoupage, caractérisé par une intégration arbitraire de territoires aux profils ethniques marqués au sein de nouvelles entités républicaines, visait à fragmenter et affaiblir les identités collectives. Ainsi, l'annexion de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud à la Géorgie, ou encore celle du Nakhitchevan et du Haut-Karabagh, peuplé majoritairement d'Arméniens, à l'Azerbaïdjan, illustre cette politique de division.[9]

L'année 1922 marque une étape cruciale avec la traversée du Grand Caucase par l'Armée rouge, entraînant la fondation de la République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie (RSFST).[10] Cette initiative visait à amalgamer sous une seule administration soviétique les diverses composantes ethniques et

culturelles du sud caucasien, dans un élan de consolidation étatique.[11] Toutefois, cette fédération s'avère éphémère, se dissolvant en 1936 en faveur de la création de trois républiques socialistes distinctes : Géorgie, Arménie, et Azerbaïdjan. Ce nouveau découpage, loin d'harmoniser le paysage caucasien, a au contraire pérennisé les discordances et alimenté des revendications territoriales persistantes.

Ce remodelage territorial et ethnique orchestré donc par Staline a altéré le tissu relationnel interethnique et les équilibres de pouvoir dans la région. En octroyant une autonomie relative à certaines zones, tout en les insérant au sein de républiques ethniquement et religieusement distinctes, l'URSS a planté les germes de dissensions qui se manifesteraient pleinement après son effondrement. Le schéma administratif adopté, validé internationalement lors de la dislocation de l'Union Soviétique, a converti le Caucase en un foyer de tensions latentes, répercutant les séquelles de l'époque soviétique dans les contentieux séparatistes et les affrontements interétatiques contemporains.[12]

L'héritage soviétique, à travers ses interventions territoriales et démographiques, a donc laissé une empreinte indélébile sur le Caucase, sculptant les enjeux actuels et esquissant les défis de cohabitation et de gouvernance auxquels est confrontée la région dans son ère post-soviétique. Il reste un théâtre majeur de tensions ethno-religieuses, où la mosaïque des affiliations religieuses et des identités ethniques nourrit les conflits. Ces tensions, enracinées dans l'histoire longue de la région, manifestent des dynamiques complexes tant en Transcaucasie qu'en Ciscaucasie.

En Transcaucasie, l'Azerbaïdjan, à majorité chiite,[13] se distingue par ses liens étroits avec l'Iran, chiite également, malgré une population turcophone qui le rapproche culturellement de la Turquie.[14] Cette dualité religieuse et ethnolinguistique soulève des questions d'identité nationale et de politique extérieure. Par contraste, l'Arménie et la Géorgie, ancrées dans leur héritage chrétien orthodoxe, se définissent en opposition à leurs voisins musulmans, renforçant ainsi une identité nationale autour de la chrétienté face aux influences islamiques régionales.[15]

En Ciscaucasie, la diversité ethnique et religieuse est tout aussi prononcée, avec

une prédominance de l'islam sunnite contrastant avec l'orthodoxie russe majoritaire.[16] Cette région, incluant le Daghestan, la Tchétchénie, et d'autres républiques autonomes, présente un paysage de pluralité où coexistent des dizaines de groupes ethniques et linguistiques.[17] La complexité du tissu social en Ciscaucasie, marquée par une forte autonomie culturelle et religieuse, a souvent été source de tensions et de revendications indépendantistes, comme en témoignent les conflits en Tchétchénie.[18]

Ainsi, tandis que la Transcaucasie lutte avec les héritages du chiisme et du christianisme orthodoxe entremêlés à des revendications nationales,[19] la Ciscaucasie fait face à ses propres défis de coexistence entre une multitude d'identités ethniques et religieuses. Les efforts vers une résolution pacifique des conflits dans le Caucase exigent une reconnaissance approfondie de cette diversité intrinsèque et des tensions qu'elle engendre, appelant à des stratégies de dialogue et de cohabitation qui embrassent la complexité de la région.

Les Interventions Russes dans le Caucase

Après la dissolution de l'Union Soviétique en 1991, la Tchétchénie, avec sa société clanique sunnite et riche en pétrole, est devenue le point de mire des tensions au sein de la nouvelle Fédération de Russie. La longue histoire de résistance tchétchène contre Moscou, marquée par d'importantes insurrections, a trouvé un nouvel écho dans la période de crise de 1991 à 2004.[20] Doudaïev, à la tête du gouvernement tchétchène, a proclamé l'indépendance de la République, posant un sérieux défi à l'intégrité territoriale de la Russie. La crainte de voir d'autres régions suivre l'exemple tchétchène et proclamer leur indépendance a conduit à un conflit armé, transformant une quête d'autonomie nationale en une lutte teintée d'islamisme, avec l'implication de soutiens étrangers et la radicalisation du mouvement vers un jihadisme global.[21]

La première phase du conflit, de 1994 à 1996, s'est soldée par un échec de l'armée russe, mais la période de 1999 à 2002 a vu un retour en force de cette dernière et une victoire marquée par le ralliement d'Akhmad Kadyrov à Poutine. L'assassinat de Akhmad Kadyrov en 2004, suivi par celui de l'un des principaux meneurs de la rébellion, Chamil Bassaïev, en 2006, a ouvert la voie à une

normalisation sous la direction de Ramzan Kadyrov, fils d'Akhmad, solidement allié à Poutine.[22] Cette séquence d'événements reflète la complexité de la crise tchétchène, entre aspirations nationalistes, enjeux géopolitiques, et influences externes, dans le cadre plus large des tensions au Nord Caucase et de la politique de la Russie pour maintenir sa souveraineté et son intégrité territoriale.

Au-delà des limites géographiques du Caucase, ces guerres ont remodelé la diplomatie russe, exposant ses faiblesses dans la gestion des crises internes tout en soulignant sa ferme résolution de ne céder aucun terrain. La réaction de la communauté internationale, partagée entre la condamnation des transgressions des droits de l'homme et une approche pragmatique vis-à-vis de Moscou, révèle des dilemmes posés par la position de la Russie dans l'ordre mondial post-Guerre Froide.[23]

La Géorgie, située à la charnière entre la Russie et la Turquie, s'est illustrée comme un acteur clé dans la redéfinition des équilibres postsoviétiques, cherchant à se rapprocher de l'Occident aux côtés de l'Ukraine, de la Moldavie et de l'Azerbaïdjan.[24] En dépit d'un régime instable et corrompu, la Géorgie a bénéficié du soutien occidental, turc notamment, dans sa quête d'indépendance vis-à-vis de la Russie.[25] Cependant, Moscou, pour maintenir son influence, a appuyé les mouvements séparatistes abkhaze et sud-ossète, tout en revendiquant la protection des communautés russes locales.

Le tissu ethnique complexe de la Géorgie, avec ses divisions internes et sa diversité, a rendu le pays particulièrement vulnérable aux tensions séparatistes dès sa proclamation d'indépendance en 1991. L'Ossétie du Sud et l'Abkhazie ont rapidement cherché à se séparer, tirant parti du nationalisme géorgien pour justifier leur lutte pour la survie culturelle et politique, préférant l'association avec la Russie à la domination de Tbilissi.[26]

La Géorgie, dépourvue de ressources pétrolières et gazières mais stratégiquement située pour le transit des hydrocarbures de la Caspienne, risquerait de perdre son accès à la mer et sa capacité à désenclaver l'Azerbaïdjan sans l'Adjarie et l'Abkhazie, renforçant ainsi la probabilité d'un retour sous influence moscovite.[27] La guerre de 2008 a scellé la séparation de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud de la Géorgie, transformant le paysage politique géorgien et ses

ambitions d'intégration euro-atlantique.[28]

Malgré les défis internes et les pressions externes, la Géorgie a persisté dans son orientation vers l'Occident, demandant son adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne, bien qu'elle ne remplisse pas encore toutes les conditions nécessaires.[29] Le futur géopolitique de la Géorgie, pris entre les ambitions russes et turques et ses propres aspirations occidentales, reste incertain, soulevant la possibilité d'une neutralisation comme solution viable pour maintenir son indépendance tout en garantissant une certaine autonomie à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud, dans un contexte régional complexe et changeant.[30]

L'épisode du conflit géorgien de 2008, par ses implications et ses résonances, souligne l'interconnexion des enjeux régionaux avec les dynamiques de pouvoir globales, réaffirmant la centralité de la Géorgie dans les stratégies de sécurité et d'influence en Eurasie.

La posture adoptée par la Russie dans le cadre du conflit du Haut-Karabagh dénote une ambivalence marquée, naviguant entre le rôle de médiateur, fervent promoteur des dialogues pacifiques, et celui d'un intervenant stratégique, guidé par des visées profondément ancrées dans le tissu géopolitique de la région.[31] Cette dichotomie manifeste l'aspiration de Moscou à préserver l'équilibre régional tout en sécurisant une suprématie sur les entités opposées, en articulant un soutien tant militaire qu'économique.

Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, centré sur la région disputée du Haut-Karabagh, s'inscrit dans un contexte régional complexe et tendu depuis sa renaissance en 1988.[32] Ce conflit a évolué de revendications territoriales internes à l'URSS en une confrontation internationale avec la dissolution de celle-ci, exacerbée par des alliances et oppositions régionales. L'Arménie, soutenue par la Russie et l'Iran, se trouve face à l'Azerbaïdjan, appuyé par la Turquie, dans une lutte où la diaspora arménienne mondiale et le souvenir du génocide arménien pèsent dans la balance des sympathies internationales.[33]

L'établissement de blocus et la fermeture de frontières ont isolé l'Arménie, qui, en dépit de ses liens avec l'Iran et de l'accueil de troupes russes, se voit géographiquement et stratégiquement contrainte. L'Azerbaïdjan, par ses alliances

avec la Turquie et la Géorgie, maintient une connexion vitale au Nakhitchevan et à ses ressources énergétiques. La situation dans le Haut-Karabagh a connu plusieurs escalades depuis 2016, avec un point culminant en septembre 2020 et une offensive victorieuse de l'Azerbaïdjan en septembre 2023, entraînant un exode massif de la population arménienne vers l'Arménie.[34]

La Géorgie, accueillant des communautés arméniennes et azerbaïdjanaises, joue un rôle clé dans le désenclavement énergétique de l'Azerbaïdjan, évitant ainsi la dépendance aux routes russes.[35] La Turquie, quant à elle, favorise une autonomie sans sécessionnisme pour l'Adjarie sunnite.[36] L'Iran, confronté à ses propres enjeux de diversité et d'unité autour du chiisme, navigue avec prudence dans le conflit arméno-azéri, cherchant à éviter les implications d'un « Grand Azerbaïdjan » tout en maintenant ses intérêts stratégiques et ses relations avec les acteurs régionaux.[37]

Cette toile complexe de relations et d'intérêts reflète la centralité du Caucase dans les équilibres géopolitiques régionaux, où le conflit arméno-azéri sert à la fois de catalyseur de tensions et de miroir des aspirations, des craintes et des stratégies des puissances locales et régionales.

En dépit de son statut de force pacificatrice, la capacité, voire la disposition de la Russie à endiguer l'avancée azerbaïdjanaise a été sujet à critique,[38] révélant les dilemmes inhérents à son statut d'arbitre. L'offensive azerbaïdjanaise, tacitement appuyée par la Turquie,[39] a non seulement modifié le rapport de forces dans le Caucase mais a aussi mis en lumière les complexités de la diplomatie russe, tiraillée entre son alliance historique avec l'Arménie et une approche pragmatique envers l'Azerbaïdjan.

La Turquie et sa politique néo-ottomane

Sous la gouvernance d'Erdogan, la Turquie a déployé une politique étrangère audacieuse, visant à réaffirmer sa présence influente dans le concert des nations, et tout particulièrement dans la région stratégique qui nous intéresse. Cette orientation se caractérise par une volonté de revitaliser les liens historiques, culturels et économiques avec les nations turcophones (Organisation des Etats

Turciques),[40] et notamment avec l'Azerbaïdjan, perçu comme un allié naturel et un pivot essentiel de l'influence turque dans le Caucase. Erdogan envisage cette région non seulement comme un espace de coopération bilatérale bénéfique mais aussi comme un théâtre où se jouent les ambitions géostratégiques de la Turquie, en quête de renouveau de sa grandeur impériale ottomane.[41] Le soutien indéfectible à Bakou lors du conflit du Haut-Karabagh en est une manifestation éloquente, illustrant le désir d'Ankara de s'ériger en protecteur et promoteur des peuples turciques, tout en contrariant les visées concurrentes de puissances régionales comme la Russie et l'Iran.

Au cœur de la coopération turco-azerbaïdjanaise, le projet du « corridor de Zangezur »[42] émerge comme une initiative d'envergure aux profondes implications géopolitiques. Ce corridor, envisagé pour relier directement la Turquie à l'Azerbaïdjan en traversant par le sud le marz arménien du Syunik, symbolise la volonté d'Ankara et de Bakou de consolider leur intégration régionale et de contourner les blocages géographiques qui entravent leurs échanges. Plus qu'une simple infrastructure de transport, le corridor de Zangezur (nommé en référence de l'ancienne appellation du Syunik) est perçu comme un levier stratégique majeur, capable de redéfinir les équilibres géopolitiques dans le Caucase, en affaiblissant l'isolement de l'Azerbaïdjan et en renforçant le rôle de la Turquie comme acteur central de la région. Toutefois, ce projet suscite l'inquiétude de l'Arménie, qui y voit une menace potentielle à sa souveraineté et à sa sécurité, ainsi qu'un défi à l'équilibre précaire établi dans le Caucase.

L'alliance entre la Turquie et l'Azerbaïdjan transcende les liens traditionnels de diplomatie, s'ancrant dans une synergie profonde d'intérêts sécuritaires, énergétiques, et de politique extérieure. Cette collaboration stratégique repose sur un adage qui résonne avec force dans les deux nations : « une seule nation, deux Etats ».[43] Au cœur de cette alliance se trouve la volonté partagée de consolider leur sécurité régionale et de promouvoir leurs intérêts économiques, notamment à travers le développement de projets énergétiques ambitieux. Ces projets, tels que les pipelines de gaz et de pétrole traversant le Caucase, ne sont pas uniquement des entreprises commerciales ; ils symbolisent l'interdépendance croissante entre Ankara et Bakou, renforçant leur poids dans les dynamiques géopolitiques régionales.

L’union stratégique Turquie-Azerbaïdjan modifie substantiellement les équilibres de pouvoir dans le Caucase et projette ses ondes de choc bien au-delà de cette région. Elle confère à Ankara un levier d’influence considérable dans le Sud-Caucase,[44] lui permettant de s’immiscer davantage dans les affaires de cette zone géostratégique. De même, pour Bakou, cette alliance signifie un renforcement de sa position, non seulement pendant son conflit de longue date avec l’Arménie mais également dans sa quête d’un rôle plus central dans les questions énergétiques eurasiatiques.

En fortifiant leurs liens, ces deux nations contribuent à redéfinir les dynamiques régionales, présentant un front uni qui défie les configurations de pouvoir établies et invite à une reconsidération des stratégies par les autres acteurs géopolitiques impliqués dans la région.[45]

La posture de la Turquie dans le conflit du Haut-Karabagh, a engendré une série de réactions et de critiques à l’échelle internationale, tout en révélant l’ampleur de son influence sur les dynamiques régionales.[46] La dimension de cette implication turque ne se mesure pas uniquement à travers le prisme bilatéral turco-azerbaïdjanais, mais aussi par son impact sur les relations avec d’autres acteurs clés, comme l’Iran ou la Géorgie, et sur la configuration géopolitique globale du Caucase.

Les puissances occidentales, tout en maintenant une position officiellement neutre, ont exprimé leur préoccupation quant à l’escalade militaire et à la possible déstabilisation de la région. Parallèlement, l’Iran, voisin immédiat du Sud, a observé avec une inquiétude croissante l’affirmation de l’influence turque dans une zone qu’il considère comme stratégiquement sensible. La crainte principale de Téhéran réside dans la constitution d’un bloc turco-azerbaïdjanais pouvant marginaliser ses intérêts et accroître les tensions ethniques au sein de sa propre population azérie.[47]

L’influence turque, par cet engagement, façonne l’avenir du Caucase, posant les bases d’une nouvelle architecture de sécurité où les alliances et les rivalités seront redéfinies.

Les Ambitions et Inquiétudes de l’Iran

La République Islamique d’Iran, avec ses politiques nuancées et stratégiquement calculées, occupe une position singulière dans le complexe géopolitique du Caucase. Ses interactions avec les nations caucasiennes, notamment l’Arménie et l’Azerbaïdjan, révèlent un équilibre délicat entre soutien traditionnel et nécessités géopolitiques contemporaines, tout en tenant compte de la considérable minorité azérie sur son propre territoire.

L’Iran chiite manifeste un soutien prononcé à l’Arménie chrétienne, privilégiant des connexions économiques et historiques établies plutôt qu’une alliance avec l’Azerbaïdjan, partageant pourtant la même appartenance chiite.[48] Cette orientation s’explique par la défense iranienne du principe d’intégrité territoriale et par l’appréhension vis-à-vis du séparatisme potentiel de sa propre minorité azérie, qui comprenait entre 20 et 30 millions d’individus en 2020.[49] L’Iran, soucieux d’éviter l’émergence d’un Azerbaïdjan renforcé susceptible d’encourager des velléités sécessionnistes chez les Azéris d’Iran (se trouvant principalement dans les provinces du nord-ouest),[50] demeure également vigilant face au panturquisme[51] et à la possibilité d’un axe stratégique se formant entre Israël, la Turquie, et l’Azerbaïdjan, menaçant son influence vers la Méditerranée orientale.[52]

La présence substantielle de la minorité azérie en Iran injecte une complexité accrue dans la politique extérieure de Téhéran envers le Caucase. La propagation des idéologies politiques et culturelles azerbaïdjanaises parmi cette population peut affecter l’unité nationale iranienne, obligeant Téhéran à manœuvrer prudemment ses engagements régionaux. Les aspirations nationalistes azéries, stimulées par Bakou, sont surveillées attentivement par les autorités iraniennes, qui cherchent à éviter toute tendance séparatiste ou trouble social pouvant être suscité par les politiques extérieures provocatrices de l’Azerbaïdjan.[53] Cette dichotomie dans l’approche iranienne vis-à-vis du Caucase, oscillant entre le soutien aux alliés stratégiques et la gestion des tensions ethniques et religieuses internes, met en lumière la délicatesse des enjeux auxquels Téhéran est confronté. La République islamique vise ainsi à préserver son influence tout en naviguant dans un paysage où s’entrelacent étroitement identités culturelles et

enjeux géopolitiques.

L'approfondissement des relations turco-azerbaïdjanaises à travers des initiatives de connexion territoriale et énergétique alarme profondément l'Iran, qui perçoit ces développements comme un possible encerclement stratégique pouvant compromettre ses intérêts dans le Caucase. Le projet de corridor de Zangezur, et d'autres initiatives comme la construction d'une base militaire,[54] sont vus comme des menaces directes par Téhéran.La menace turque dans la région a également une dimension économique comme en témoigne les projets Lapis Lazuli et la Trans-Caspian International Transport Route (TITR).[55]Le projet Lapis Lazuli prévoit la mise en place d'un couloir routier et ferroviaire reliant l'Afghanistan à la Turquie en passant par le Turkménistan, l'Azerbaïdjan et la Géorgie.[56]Quant au TITR ou « middle corridor », il s'agit d'une route commerciale qui s'étend de la Chine jusqu'en Europe en passant par le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie.[57]Ankara et Téhéran considèrent tous deux le Sud-Caucase comme une région stratégique. Ces projets pourraient non seulement marginaliser l'Iran des routes commerciales et énergétiques mais aussi saper son rôle dans le commerce et le transit énergétique régional.

Pour contrecarrer ces initiatives et démontrer sa force, l'Iran a organisé des exercices militaires près de sa frontière,[58] signalant sa détermination à protéger ses intérêts stratégiques et économiques face à l'évolution de l'axe Ankara-Bakou.

La réalisation de ces projets turco-azerbaïdjanais pose également des défis significatifs aux relations entre l'Iran et l'Arménie. Téhéran, qui a historiquement entretenu des liens étroits avec Erevan, pourrait voir sa position stratégique affaiblie par l'émergence de nouvelles voies de communication qui contourneraient son territoire. En outre, l'éventuelle marginalisation de l'Arménie dans ces dynamiques régionales renforcerait son isolement, poussant potentiellement Téhéran à reconsidérer ses alliances et ses stratégies diplomatiques pour préserver son statut dans le Caucase.[59]

L'impact de ces initiatives sur la sécurité régionale ne peut être sous-estimé. En modifiant les axes de transport et les réseaux énergétiques, elles redéfinissent également les lignes de tension et de coopération entre les nations caucasiennes et leurs voisins. Pour l'Iran, l'enjeu réside dans sa capacité à adapter sa politique

extérieure pour naviguer dans ce paysage géopolitique en évolution, tout en assurant la protection de ses intérêts stratégiques et en contribuant à la stabilité d'une région marquée par d'importants enjeux sécuritaires et économiques.

La politique extérieure de l'Iran vis-à-vis du Caucase illustre un exercice délicat d'équilibrage, reflétant une stratégie complexe mêlant coopération et confrontation pour s'adapter aux évolutions géopolitiques de cette région stratégiquement vitale. Cette approche témoigne de la volonté de Téhéran de naviguer habilement dans un environnement international en constante évolution, marqué par la concurrence des grandes puissances et les aspirations régionales des États du Caucase.

Face aux changements géopolitiques, l'Iran a adopté une politique de flexibilité stratégique, cherchant à maximiser sa coopération avec les États caucasiens tout en se préparant à contrer les initiatives susceptibles de menacer ses intérêts.[60] Cette dualité s'exprime dans son soutien aux initiatives de développement économique et énergétique, visant à renforcer les liens avec les pays caucasiens, tout en manifestant une vigilance constante à l'égard des alliances régionales perçues comme hostiles. La coopération avec l'Arménie dans le domaine énergétique et le soutien mesuré à l'Azerbaïdjan témoignent de cette approche nuancée, qui vise également à dissuader toute velléité séparatiste au sein de sa propre population azérie.

L'Iran déploie des stratégies visant à maintenir un équilibre des pouvoirs favorable, à la fois pour sécuriser ses frontières et pour protéger ses intérêts économiques et stratégiques. Cela implique une diplomatie active auprès de toutes les parties du Caucase, la recherche de partenariats mutuellement bénéfiques (comme les échanges d'énergie avec l'Arménie[61], l'accord sur les exploitations pétrolières et gazières en mer Caspienne avec l'Azerbaïdjan[62] ou la coopération technologique et universitaire avec la Géorgie),[63] et l'engagement dans des forums régionaux et internationaux (ex : Réunions trilatérales Iran-Azerbaïdjan-Russie[64] et Iran-Arménie-Géorgie[65] dans les domaines de l'énergie, du transport, et de la sécurité) pour affirmer son rôle de puissance régionale responsable. Par ailleurs, Téhéran s'efforce de contrer les influences extérieures susceptibles de déstabiliser cet équilibre, en particulier celles émanant de la Turquie et de l'Occident, en soulignant l'importance d'une résolution pacifique

des conflits régionaux et en promouvant des initiatives qui favorisent la stabilité et la coopération.

La politique extérieure de l'Iran dans le Caucase, caractérisée par son adaptabilité et son pragmatisme, reflète la reconnaissance des enjeux complexes à l'œuvre dans cette région. En jonglant habilement entre coopération et confrontation, Téhéran aspire à un Caucase où l'équilibre des pouvoirs favorise ses intérêts, tout en contribuant à la paix régionale et à la prospérité.

Conclusion

La région du Caucase, épicentre de rivalités historiques et contemporaines, illustre de manière exemplaire les complexités des relations internationales dans un monde de plus en plus multipolaire. Les dynamiques géopolitiques qui caractérisent cette région ne sont pas uniquement le résultat d'une quête de puissance ou de ressources ; elles reflètent également une profonde interdépendance entre la nécessité de coopération et la réalité de la compétition. La Turquie, la Russie, et l'Iran, malgré leurs différences idéologiques et stratégiques, se retrouvent liées par une toile d'intérêts communs et de défis partagés dans le Caucase.

Cette interdépendance complexe entre rivalité et coopération montre que, bien que ces puissances régionales poursuivent leurs propres objectifs géostratégiques, elles sont également contraintes de naviguer dans un environnement où la collaboration devient parfois indispensable pour assurer la stabilité régionale. Chacun de ces acteurs a joué un rôle crucial dans la formation du contexte actuel du Caucase, façonnant les politiques internes des États de la région tout en contribuant à la dynamique sécuritaire et économique globale.

Par conséquent, le Caucase demeure une région où les intérêts de la Turquie, de la Russie, et de l'Iran convergent et entrent en collision, un microcosme des équilibres délicats qui caractérisent l'ordre mondial actuel. La manière dont ces puissances, ainsi que la communauté internationale, navigueront dans ce paysage complexe définira non seulement l'avenir du Caucase mais pourrait également offrir des leçons sur la gestion des conflits et la coopération dans d'autres zones de tension géopolitique. La stabilité future du Caucase dépendra en grande partie de la capacité des acteurs concernés à transcender la rivalité par le biais de

cadres de coopération innovants, affirmant ainsi la primauté de la diplomatie dans la résolution des différends régionaux.

Matthieu Hébrard, chargé de veille – région du Caucase

Bibliographie

Articles :

THERME Clément, « Les relations entre la Russie, l'Iran et la Turquie : entre héritages historiques communs et ententes conjoncturelles », Revue Hérodote, 2018, disponible sur : https://www.cairn.info/revue-herodote-2018-2-page-27.htm

MOÏSI Dominique, « Russie, Turquie, Iran : le triangle de la revanche », Institut Montaigne, 9 janvier 2017, disponible sur : https://www.institutmontaigne.org/expressions/russie-turquie-iran-le-triangle-de-la-revanche

Nom de l'auteur inconnu, « La région du Caucase », Page de l'université de Laval, disponible sur : https://www.axl.cefan.ulaval.ca/asie/caucase-region.htm

TER MINASSIAN Taline, « Étienne Peyrat, Histoire du Caucase au XXe siècle, Paris, Fayard, 2020, 364 p., ISBN 978-2-213-71246-8 », Revue d'histoire moderne et contemporaine, 2022, disponible sur : https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2022-1-page-196.htm

ALVES-CHAINTREAU Thomas, « Caucase : de l'influence de la Perse à la stature régionale de l'Iran », La Nouvelle Chronique, 22 février 2015, disponible sur : https://lanouvellechronique.com/2015/02/22/caucase-de-linfluence-de-la-perse-a-la-stature-regionale-de-liran/

CHAMPSEIX Jean-Paul, « Vers le Caucase compliqué… », En attendant Nadeau, 6 mars 2021, disponible sur : https://www.en-attendant-nadeau.fr/2021/03/06/caucase-complique-peyrat/

Nom de l'auteur inconnu, « À l'origine des conflits en Transcaucasie Entre dominations et fragmentations », Le Monde Diplomatique, janvier 2021,

disponible sur : https://www.monde-diplomatique.fr/2021/01/A/62630

BLANC André, « Les ethnies – CAUCASE », Encyclopædia Universalis, disponible sur : https://www.universalis.fr/encyclopedie/caucase/4-les-ethnies/

BALCI Bayram, « Islam et tolérance en Azerbaïdjan : réalité historique et usage politiques », SciencesPo, Décembre 2017, disponible sur : https://www.sciencespo.fr/enjeumondial/fr/odr/islam-et-tolerance-en-azerbaidjan-realite-historique-et-usage-politiques.html

NURIYEV Elkhan, « La politique étrangère de l'Azerbaïdjan et ses relations avec la République d'Iran », Outre-Terre, 2011, disponible sur : https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-2-page-463.htm

HANNE Olivier, « La Russie et ses musulmans », A. Pinot; Ch. Réveillard. Géopolitique de la Russie. Approche pluridisciplinaire, 2019. halshs-02618555, disponible sur : https://shs.hal.science/halshs-02618555v1/document

ROMER Jean-Christophe, « La Russie dans le Caucase », Les Cahiers de l'Orient, 2011, disponible sur : https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2011-1-page-10.htm

GERMAN Tracey C. et BLOCH Benjamin, « Le conflit en Ossétie-du-Sud : la Géorgie contre la Russie », Politique étrangère, 2006, disponible sur : https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-1-page-51.htm

FEERTCHAK Alexis, « Géorgie : la région séparatiste d'Ossétie du Sud discute d'un éventuel référendum de rattachement à la Russie », Le Figaro International, 17 mars 2024, disponible sur : https://www.lefigaro.fr/international/georgie-la-region-separatiste-d-ossetie-du-sud-discute-d-une-eventuelle-integration-a-la-russie-20240317

HABAY Laurence, « Vu de Russie. La capitulation du Haut-Karabakh va redessiner la géopolitique du Caucase du Sud », Courrier International, 22 septembre 2023, disponible sur : https://www.courrierinternational.com/article/vu-de-russie-la-capitulation-du-haut-karabakh-va-redessiner-la-geopolitique-du-caucase-du-sud

LEFIEF Jean-Philippe, « Haut-Karabakh : comprendre ce conflit centenaire qui embrase les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie », Le Monde, 21 septembre

2023, disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/21/haut-karabakh-comprendre-ce-conflit-centenaire-qui-embrase-les-relations-entre-azerbaidjan-et-armenie_6190359_3210.html

« L'Iran met en garde contre tout « changement géopolitique » dans le Caucase », L'Orient-Le Jour, 2 octobre 2023, disponible sur : https://www.lorientlejour.com/article/1351164/karabakh-liran-met-en-garde-contre-tout-changement-geopolitique-dans-le-caucase.html

BALCI Bayram, « La Russie et le conflit du Karabagh : Moscou est-il toujours le maître des horloges ? », SciencesPo, disponible sur : https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/la-russie-et-le-conflit-du-karabagh

HEBRARD Matthieu, « Fiche technique – L'Organisation des États turciques », Ad Fontes Realis, 11 février 2024, disponible sur : https://www.adfontesrealis.fr/2024/02/11/fiche-technique-lorganisation-des-etats-turciques/

BELLOT DES MINIERES Alice, « La Turquie : un partenaire incontournable dans le Caucase », Les Yeux du monde, 11 janvier 2021, disponible sur : https://les-yeux-du-monde.fr/actualites-analysees/47696-la-turquie-un-partenaire-incontournable-dans-le-caucase/

Nom de l'auteur inconnu, « Erdogan et Aliev se rencontreront lundi dans l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan », Le Figaro International, 24 septembre 2023, disponible sur : https://www.lefigaro.fr/international/erdogan-et-aliev-se-rencontreront-lundi-dans-l-enclave-azerbaidjanaise-du-nakhitchevan-20230924

FOREST Sébastien, « Turquie et Azerbaïdjan, « une seule nation, deux Etats » (1/4) », Dauphine Stratégie Défense, 14 janvier 2021, disponible sur : https://www.dauphine-strategie-defense.com/publications/2021/1/14/turquie-et-azerbadjan-une-seule-nation-deux-tats-15

MEJLUMYAN Ani, « Iran and Armenia agree to double gas trade », eurasianet, 2 Novembre 2022, disponible sur : https://eurasianet.org/iran-and-armenia-agree-to-double-gas-trade

GRYNSZPAN Emmanuel, « Dans le grand jeu gazier de la Caspienne, l'Iran, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan s'entendent », Le Monde, 6 janvier 2022, disponible sur : https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/01/06/dans-le-grand-jeu-gazier-de-la-caspienne-l-iran-le-turkmenistan-et-l-azerbaidjan-s-entendent_6108428_3234.html

« Tourisme scientifique : coopérations Iran-Georgie », IRNA, 28 novembre 2018, disponible sur : https://fr.irna.ir/news/83115523/Tourisme-scientifique-coop%C3%A9rations-Iran-Georgie

« Ilham Aliyev: «Le format de coopération tripartite Azerbaïdjan-Iran-Russie a un grand potentiel» », AZERTAC, août 2016, disponible sur : https://azertag.az/fr/xeber/ilham_aliyev_le_format_de_cooperation_tripartite_azerbaidjan_iran_russie_a_un_grand_potentiel-981182

Ouvrages :

BALCI, Bayram (dir.) ; MOTIKA, Raoul (dir.). « Religion et politique dans le Caucase post-soviétique : Les traditions réinventées à l'épreuve des influences extérieures. » Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2007. Disponible sur : https://books.openedition.org/ifeagd/1527 :

RADVANYI Jean, « Conflits et Territoires dans le Caucase post-soviétique », OpenEdition Books, 18 juillet 2016, disponible sur : https://books.openedition.org/ifeagd/1537?lang=fr

BALCI Bayram et MOTIKA Raoul, « Le renouveau islamique en Géorgie post-soviétique », OpenEdition Books, 18 juillet 2016, disponible sur : https://books.openedition.org/ifeagd/1559?lang=fr

SERRANO Silvia, « L'Église orthodoxe géorgienne, un référent identitaire ambigu », OpenEdition Books, 18 juillet 2016, disponible sur : https://books.openedition.org/ifeagd/1561

DJALILI Mohammed-Reza, « Le Caucase dans la stratégie eurasiatique de l'Iran », OpenEdition Books, 18 juillet 2016, disponible sur : https://books.openedition.org/ifeagd/1541?lang=fr

Magomed BELTOUEV (dir.), Le Caucase : entraves et opportunités d'un axe géopolitique, Institut d'études de géopolitique appliquée, Revue diplomatique, n°22, Paris, décembre 2023. :

CUMIN David, « Le Caucase en Eurasie : Tour D'horizon Géopolitique Contemporain », Institut d'études de géopolitique appliquée, Revue diplomatique, n°22, Paris, décembre 2023. p. 2-3

LE PERSON Maëlys, « Les influences étrangères dans le conflit opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan, le « grand jeu dans le Caucase du sud », Institut d'études de géopolitique appliquée, Revue diplomatique, n°22, Paris, décembre 2023. p. 33

CREVOLIN Audray, « La stratégie de la Turquie et de l'Iran dans le Caucase du sud », Institut d'études de géopolitique appliquée, Revue diplomatique, n°22, Paris, décembre 2023. p.42-44

Documents Officiels :

CARMONA Florian et JIRACEK Michal, « Trois voisins du partenariat oriental dans le Caucase du sud », Fiches techniques sur l'Union européenne, Parlement européen, Octobre 2023, disponible sur : https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/172/trois-voisins-du-partenariat-oriental-dans-le-caucase-du-sud

« Relations avec la Géorgie », Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, 7 mars 2024, disponible sur : https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_38988.htm?selectedLocale=fr

« Relations politiques entre la Türkiye et l'Azerbaïdjan », République de Türkiye, ministère des affaires étrangères, 2022, disponible sur : https://www.mfa.gov.tr/relations-politiques-entre-la-turkiye-et-l-azerbaidjan.fr.mfa

CIGOLOTTI Olivier et CARLOTTI Marie-Arlette, « Haut-Karabagh : dix enseignements d'un conflit qui nous concerne », Rapport d'information, Sénat, 7 juillet 2021, disponible sur : https://www.senat.fr/rap/r20-754/r20-754_mono.html#toc30

PASHINYAN Nikol, « Forum de Paris sur la Paix », Premier Ministre de la République d'Arménie, novembre 2023, disponible sur : https://www.primeminister.am/fr/press-release/item/2023/11/10/Nikol-Pashinyan-Speech/